

Bibliothèques, crises et participation

de Raphaëlle Bats

Introduction

En juin 2013, l'association des bibliothécaires de France a organisé son congrès sur le thème de la bibliothèque fabrique du citoyen. A cette occasion, une table ronde avait réuni de collègues d'Italie, Grèce, Portugal, Royaume Uni et une collègue française pour parler des bibliothèques dans la crise. A la fin de la session, une bibliothécaire du public avait dit qu'il fallait se battre pour protéger notre métier pour lequel une véritable professionnalisation avait eu lieu ces 50 dernières années. Elle faisait alors référence à plusieurs remarques données dans les interventions sur le bénévolat. Le collègue italien avait répondu très sobrement que pour qu'il y ait des bibliothécaires, il fallait des bibliothèques.

Les bibliothécaires français en étaient encore à observer les effets de la crise chez leurs voisins européens avec la curiosité inquiète de celui qui sent que ça ne saurait tarder à lui tomber dessus¹. Peut-être pour cette raison, ou parce que la phrase était prononcée avec ce qu'on appelle l'énergie du désespoir, ou peut-être encore parce qu'elle s'éloignait de cette vieille habitude du bibliothécaire de s'auto-regarder pour projeter de revenir à l'essence même de notre métier, la bibliothèque, cette phrase m'a profondément marquée. Alors oui, sauvons les bibliothèques, mais pourquoi faire? Qu'est-ce qui dans celle-ci justifie son existence? Dans nos pays démocratiques occidentaux, nous avons coutume de définir l'action de la bibliothèque publique par sa mission d'émancipation du citoyen. Est-ce ce que nous devons sauver? Cette participation de la bibliothèque à la possibilité d'un véritable exercice de la démocratie dans nos sociétés? Si tel est les cas, alors les crises² actuelles, économiques, sociales, politiques, voire même écologiques, interrogent la capacité de la bibliothèque à poursuivre son action d'émancipation du citoyen et nous amènent, nous bibliothécaires, à repenser ses formes, structures, services, de sorte qu'elle continue de jouer son rôle d'acteur politique.

En parallèle de ces réflexions sur la crise et la définition de la bibliothèque, les bibliothécaires français s'intéressent de plus en plus à la notion de participation, entendue au

RAPHAËLLE BATS, Bibliothèque de l'Enssib, 69 623 Villeurbanne Cedex (France), e-mail raphaelle.bats@enssib.fr.

Dernière consultation des sites web: 23 octobre 2014.

1 L'intervention de la bibliothécaire française dans la table ronde était la seule qui abordait une situation générique, l'accueil des SDF, sans faire explicitement référence à la crise actuelle.

2 Nous reviendrons plus longuement sur la définition du terme de crise dans la suite de cet article.



sens d'une plus grande participation des publics, habitants, usagers³, aux projets de la bibliothèque. Si la participation est étudiée en sociologie et en sciences politiques depuis déjà plusieurs décennies, les chercheurs en sciences de l'information et des bibliothèques ne s'en saisissent que depuis peu et encore rarement, voire jamais, pour s'intéresser soit à l'impact de la participation sur l'objet bibliothèque, soit à la bibliothèque comme un acteur de la participation⁴. En parallèle, depuis un an, les bibliothécaires eux-mêmes ont commencé à étudier cette notion et on a pu voir entre 2013 et 2014 deux mémoires d'élèves de l'Enssib portant sur ce sujet (la participation pour l'un⁵ et la co-construction pour l'autre⁶), un ouvrage aux presses de l'ABF sur la participation 2.0⁷, une journée d'étude organisée par l'ABF Rhône-Alpes⁸, une table-ronde lors du dernier congrès ABF⁹ et les mois qui suivent apporteront leur lot de contributions. Cet engouement pour une nouvelle forme de relation au public, qui interroge à la fois les compétences du bibliothécaire et la place de la bibliothèque dans la cité, fait entièrement écho à nos réflexions précédentes sur la vocation politique des bibliothèques en temps de crise. On ne trouvera pas là qu'il s'agisse d'une coïncidence et c'est pourquoi dans cet article nous discuterons de la signification de l'émergence des projets participatifs dans les bibliothèques en temps qualifiés de temps de crise. Nous traiterons donc de cette question en trois temps: un temps de définition de la notion de crise, un temps d'observation des réponses que la bibliothèque apporte à celle-ci et enfin un temps d'analyse des projets participatifs et de leur rôle dans la définition de ce que la bibliothèque pourrait devenir demain.

Méthode

Pour mener à bien cette discussion, nous devons en passer par un travail de définition des concepts mêmes de crise et de participation pour en cerner les contours, en dégager les complexités. D'un point de vue méthodologique, cet article n'est donc pas le résultat d'une enquête¹⁰. Il s'agira plutôt ici d'une analyse de lectures, de retours

3 Là encore, ces notions seront éclaircies par la suite.

4 A l'exception de la thèse de doctorat que l'auteur de cet article tente de mener à bien.

5 Damien Day, *Enjeux, état des lieux et dynamiques de participation en bibliothèques* [mémoire d'étude]. Villeurbanne Cedex: Enssib, 2013, <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/64226-enjeux-etat-des-lieux-et-dynamiques-de-participation-en-bibliotheques.pdf>>.

6 Élise Breton, *Co-construire les collections avec les usagers* [mémoire d'étude]. Villeurbanne Cedex: Enssib, 2013, <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/64143-co-construire-les-collections-avec-les-usagers.pdf>>.

7 Franck Queyraud; Jacques Sauteron, *Outils du web participatif en bibliothèque*. Paris: Association des bibliothécaires de France, 2013.

8 Association des bibliothécaires de France. Rhône-Alpes, "Journée d'étude ABF, le 21 novembre à Bourg-En-Bresse", <<http://abfrhonealpes.midiblogs.com/archive/2013/10/02/journee-d-etude-abf-le-21-novembre-a-bourg-en-bresse-784220.html>>. Rhône-Alpes: région du sud-est de la France; on y trouve notamment les villes de Lyon, Grenoble, Saint-Etienne.

9 Association des bibliothécaires de France, "60e Congrès à Paris, du 19 au 21 juin 2014", <<http://www.abf.asso.fr/2/24/408/ABF/60e-congres-a-paris-du-19-au-21-juin-2014?p=4>>.

10 Bien qu'une enquête quantitative sur les projets participatifs en Rhône-Alpes et une enquête qualitative sur la participation à des projets de *crowd sourcing* soient actuellement en cours. Enquêtes menées par Raphaëlle Bats, résultats à paraître prochainement.

OSSERVATORIO

d'expérience et d'observation de projets participatifs avec une volonté de se livrer à une théorie critique en matière de bibliothéconomie. Par théorie critique, on n'entendra pas ici se faire les disciples des auteurs de la Théorie critique de l'école de Francfort, mais plutôt de s'exercer à porter un regard critique sur notre société, pour en réinterroger les habitudes, les fonctionnements et les dispositifs à l'œuvre ou pour reprendre les mots de Paul Ariès: «Ne pas donner d'autres réponses, mais apprendre à donner d'autres questions»¹¹. Dans le champ des bibliothèques, il s'agira de garder une certaine distance avec un enthousiasme contagieux pour des notions nouvelles qui restent à explorer et à analyser: projets participatifs, bibliothèques troisième lieu, résonance territoriale, citoyenneté locale... Ce regard critique n'aura pas pour objectif de restreindre l'enthousiasme, mais simplement de re-contextualiser suffisamment les conditions d'apparition de ces termes, pour que l'enthousiasme perdure et que la bibliothèque soit confortée dans des axes qui correspondent à ses missions. Pour citer Agnès Gayraud, «la Théorie critique se présentait alors comme le projet post méta-physique d'une élaboration pluridisciplinaire et réflexive de la critique de toutes les forces contraires à l'émancipation des individus dans la société moderne»¹². Tel sera notre objectif méthodologique: veiller à ce que ces notions ne nous éloignent pas de notre mission d'émancipation des individus pour un vivre en commun renouvelé.

Partie 1

Dans cette première partie, nous travaillerons donc à éclaircir la notion de crise, notion dont la signification semble s'être perdue dans un usage quotidien qui la rend à la fois extrêmement évidente et tout à fait confuse.

Si l'on prend les définitions du Centre national de ressources textuelles et lexicales, deux définitions sont données. La première «L'accent est mis sur l'idée de manifestation brusque et intense de certains phénomènes, marquant une rupture»¹³ insiste sur le moment défini, court, déterminé dans les temps, plutôt soudain et inattendu de la rupture, où la linéarité habituelle de notre espace-temps est mise à mal. En d'autres termes, au lendemain de la crise, car il y a toujours un lendemain dans cette première définition, la situation revient à la normale ou du moins à l'expression d'une normalité. Ainsi, au lendemain d'une crise financière, la bourse repart de plus belle; au lendemain d'une révolution politique, un nouveau gouvernement se met en place. Certes, le gouvernement n'agit pas comme le précédent, certes l'économie des ménages en a pris un coup, mais au fond rien ne change véritablement.

La seconde définition: «Situation de trouble profond dans laquelle se trouve la société ou un groupe social et laissant craindre ou espérer un changement profond; *p. méton.*, période ainsi caractérisée»¹⁴ insiste au contraire sur le fait que la crise n'est pas un moment, mais une période, un temps allongé où la société fait face à des troubles qui la laissent dans une certaine incapacité de penser au lendemain. D'ailleurs, dans cette définition de la crise, demain n'existe pas; seul reste le présent et l'en-

11 Paul Ariès, *Penser la crise*. Villeurbanne Cedex: Enssib, 2013, <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/ecouter/60175-penser-la-crise>>.

12 Agnès Gayraud, *Naissance de la théorie critique*, «La vie des idées», 14 septembre 2012, <<http://www.laviedesidees.fr/Naissance-de-la-theorie-critique.html>>. A propos de: Jean-Marc Durand-Gassel, *L'École de Francfort*. Paris: Gallimard, 2012.

13 Centre national de ressources textuelles et lexicales, *Crise*, <<http://www.cnrtl.fr/definition/crise>>.

14 *Ibidem*.

semble des troubles qui l'extraient de sa linéarité avec un passé et un futur. Gramsci écrivait ainsi: «la crise consiste justement dans le fait que l'ancien se meurt et que le nouveau ne peut pas naître»¹⁵ et ajoute-t-il «pendant cet interrègne, on observe les phénomènes morbides les plus variés»¹⁶. Par conséquence, cette crise 'durable' est grandement plus anxiogène qu'une crise ponctuelle dont on connaît l'issue. L'angoisse ne consiste donc pas tant dans l'ébranlement inattendu d'une société qu'on pensait stable, mais dans la normalisation du trouble et de l'incertitude. Faut-il pour autant se désespérer, se complaire dans les 'phénomènes morbides' dont parle Gramsci et en conclure à une sorte d'apocalypse de notre civilisation, d'autant plus dramatique qu'elle serait plutôt une punition à la Sisyphé qu'un anéantissement presque salvateur dans ces conditions¹⁷? Ce n'est pas le pari que nous faisons. Au contraire, plutôt que de se référer toujours à la crise comme une situation dont on ne peut sortir, parlons avec le Conseil Supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT) comme avec Paul Ariès de mutations de notre société:

La crise n'est pas ce que l'on dit, elle n'est pas ce que l'on croit. Ce n'est pas un simple dérèglement conjoncturel de la sphère financière, c'est une mutation générale géopolitique, économique, environnementale, sociale, culturelle et, bien entendu technologique et scientifique, qui marque notre époque et annonce des temps nouveaux. Ce que nous vivons actuellement est l'édition contemporaine des phénomènes de transformation qui jalonnent l'histoire de l'humanité»¹⁸.

L'idée de mutation admet d'une part l'irréversibilité des évolutions de la société et d'autre part la possibilité d'une action déterminante pour la forme de la mutation. Faire face à la crise, c'est donc non pas l'accepter comme une situation normalisée, mais c'est accepter que nous devons agir aujourd'hui pour créer les conditions de possibilité d'un demain. En d'autres termes, la période de crise appelle à une manipulation (au sens scientifique et expérimental) de la société pour la faire devenir autre, autre qu'hier et autre qu'aujourd'hui.

Ainsi, lorsque nous parlons de crise aujourd'hui, nous faisons référence à trois situations différentes qui sont autant révélatrices d'une rupture soudaine que de la nécessité d'une mutation. La première est la crise économique. Certes on peut parler de crise soudaine en référence à la crise des *subprimes* de 2008, mais depuis le choc pétrolier les crises semblent se succéder les unes aux autres. En vérité, nous sommes dans une situation de crise depuis près de 40 ans et depuis 2008 plus que jamais l'absence d'hypothèses positives pour sortir de la crise est signe d'un temps figé qui n'offre plus d'idée d'avenir. Le chômage, la consommation, les indices de pauvreté oscillent continuellement, brouillant les repères permettant de situer notre degré de bien vivre. La seconde crise est dite sociale. On ne peut nier que la situation actuelle d'appauvrissement n'a pas de consé-

¹⁵ Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere*, a cura di Valentino Gerratana. Torino: Einaudi, 1975, v. 1, p. 311.

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ Une autre hypothèse de sortie de crise serait celle du transhumanisme. Paul Ariès dans une conférence donnée à l'Enssib, cite un certain nombre de projets du transhumanisme pour sortir de la crise écologique, projets dont on ne sait pas si on doit les trouver loufoques ou inquiétants.

¹⁸ Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, *Les nouvelles frontières de la connaissances face à la crise*, édité par Claude Saunier, Isabelle de Lamberterie. 2014, <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/64447-les-nouvelles-frontieres-de-la-connaissance-face-a-la-crise.pdf>>, p. 11.

OSSERVATORIO

quences directes sur la sociabilité. Serge Paugam définit ainsi les «trois phases dans le processus de 'disqualification sociale' qui touche les pauvres: d'abord la fragilité (chômage, 'déclassement'), puis la dépendance (aux minima sociaux, notamment), enfin la rupture des liens sociaux»¹⁹. Le sentiment d'exclusion du processus social qu'est devenu la consommation, le repli sur soi pour éviter la confirmation par le regard d'autrui d'une pauvreté devenue flagrante et enfin l'incapacité à se solidariser quand vivre au quotidien s'apparente à une survie font que la solidarité n'est plus aujourd'hui au centre de nos préoccupations. Cependant, là encore, la crise du délitement du lien social, le repli sur l'individu et la disparition de la solidarité ne sont pas choses nouvelles. Max Weber en parlant de désenchantement du monde avait déjà mis en évidence la réalité d'une société en vacance d'une mythologie commune, qui ne construit plus le vivre ensemble qu'au mètre étalon de l'individu. Enfin, la crise politique, dite de représentation pour signifier le manque de confiance des électeurs envers ceux qu'ils ont élus et la désaffection des bureaux de vote, est ici aussi, compréhensible au regard de la crise actuelle vue comme le résultat de décisions politiques incompréhensibles car trop techniques (qui aujourd'hui comprend quoique ce soit à l'économie sans être expert en mathématiques ou en informatique des flux) et au regard du sentiment d'exclusion qui ne pousse guère à se sentir en droit comme en devoir de participer à la construction d'un vivre ensemble et concourent à limiter l'engagement citoyen. Mais là encore, les symptômes et donc certainement le mal, ne sont pas nouveaux. Déjà en 1925, John Dewey écrivait: «L'indifférence est le signe de l'apathie présente, et l'apathie témoigne du fait que le public est si dérouté qu'il ne peut se trouver lui-même»²⁰, entendant par-là que les individus ne peuvent plus alors être de véritables acteurs d'une volonté commune.

Rupture soudaine ou période durable de troubles, les crises appellent-elles à une action particulière des bibliothèques?

Partie 2

Dans cette seconde partie, nous discuterons donc de ce que révèlent les nouveaux services apportés par les bibliothèques en tant de crise. Quelle réponse la bibliothèque peut-elle donner à ces trois situations qu'on nommera pauvreté et troubles économiques²¹, repli sur soi et trouble de la sociabilité, perte de pouvoir politique et troubles de citoyenneté?

Comme le rappelle le rapport du CSRT «la diffusion de la connaissance reste le préalable à la mobilisation la plus large pour trouver et mettre en œuvre des solutions nouvelles pour le besoin de la société»²². En d'autres termes, l'information et

19 Julie Clarini; Serge Paugam, *À la bibliothèque des érudits qui vivent d'un revenu minimum*, «Le monde», 4 avril 2013, <http://www.lemonde.fr/livres/article/2013/04/04/serge-paugam-a-la-bibliotheque-des-erudits-qui-vivent-d-un-revenu-minimum_3153606_3260.html>.

20 John Dewey, *Le public et ses problèmes*. Paris: Gallimard, 2010, p. 213.

21 Nous ne les citerons pas tous ici, mais un certain nombre de bibliothécaire sont intervenu sur la crise économique et la bibliothèque en France depuis ces 3 dernières années. On citera à titre d'exemple: la biennale des sciences humaines et sociales de l'Enssib en 2013 sur la crise, le mémoire de thierry Fouillet, le mémoire de Chevallier sur les SDF, le mémoire de Yoann Bourrion sur l'insertion professionnelle, l'ouvrage dirigé par Georges Perrin sur l'insertion professionnelle également aux presses de l'Enssib, une enquête demandée par la BPI sur la pauvreté du public, et une série d'émission consacrée aux crises, d'un point de vue international, sur France Culture. Les références de ces textes ou conférences sont données dans la bibliographie finale.

notamment l'information scientifique restent primordiales pour penser et mettre en œuvre la mutation. La bibliothèque comme lieu d'un accès à l'information, à condition que cet accès soit libre, ouvert à tous... pose ainsi les bases pour que cette mutation puisse opérer. Les débats actuels sur l'open access ou sur les biens communs sont à l'image de cet engagement renforcé dans l'accès à l'information. De la même manière, la formation des publics à la prise en main d'Internet accompagne aussi ce processus. Le rappel du pluralisme des collections complète cette réflexion, de même que la Déclaration de Lyon le pose comme un des éléments clés du développement durable au même titre que l'égalité entre les sexes, l'eau potable... Cet accès à l'information qui émancipe le citoyen, favorise la démocratie est l'unique réponse à la crise de la représentation en France. Il est assez en effet étonnant que la bibliothèque publique française n'ait pas l'idée de développer des services qui seraient des accompagnements concrets à la participation des publics aux élections et à la démocratie, comme on voit aux USA des ateliers pour préparer les examens d'accès à la nationalité²³. Le fait que la bibliothèque situe son activité de soutien à la démocratie sur un plan exclusif de l'accès à la documentation libre, permettant à chacun de construire son analyse et de pouvoir voter en toute conscience, est révélateur d'une institution publique qui se met d'abord du côté du public avant que d'être du côté de l'institution. Or comme le rappelle Paul Ariès: «vouloir comprendre c'est déjà désobéir»²⁴. Ainsi, l'action première de la bibliothèque, à savoir donner accès à l'information (première ligne du Manifeste de l'Unesco), est aujourd'hui plus saisie que jamais dans une période de crise prolongée, de mutation à construire.

Mais la bibliothèque ne se contente pas de renouveler son Manifeste; elle fait aussi quelques pas de côté²⁵ et propose de plus en plus de services, plus ou moins nouveaux, dont la finalité est d'accompagner les publics en situation de crise. Rappelons d'abord que ces publics ne sont pas de nouveaux publics pour la bibliothèque, bien que leur nombre puisse avoir significativement augmenté ces dernières années. Un article du *Monde* dénombre ainsi que «les chômeurs forment 3% des 5 000 utilisateurs quotidiens de la Bpi»²⁶. Chaque jour, s'y ajoutent une trentaine de SDF et une quinzaine de migrants, venus chercher réconfort, sociabilité ou information. Le seul critère d'entrée est de faire la queue»²⁷. On notera deux choses ici, d'une part l'ordre dans lequel est donné le service fourni par la bibliothèque: réconfort, sociabilité et information, que l'on peut comparer avec les résultats de l'enquête menée par des élèves de l'Enssib sur les raisons de la fréquentation des bibliothèques publiques

22 Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, *Les nouvelles frontières de la connaissance face à la crise* cit., p. 73.

23 On pourrait imaginer en France des bureaux de retrait de la carte d'électeur avec des informations sur le système civique français. Certains établissements mènent des projets intéressants avec les CADA (centres d'accueil des demandeurs d'asiles) ou avec les associations accompagnant les demandeurs de papiers, mais rarement là encore les projets portent sur autre chose qu'une aide à l'accès à l'information (souvent sur le pays d'origine) ou un soutien à l'alphabetisation.

24 Paul Ariès, *Penser la crise* cit.

25 Paul Ariès, *Penser la crise* cit.

26 Bibliothèque Publique d'Information, dans le Centre Pompidou.

27 Mathilde Gérard, *Bibliothèque pour tous, précaires et exclus compris*, «Une année en France», 6 juin 2013, <<http://crise.blog.lemonde.fr/2013/06/06/bibliotheque-pour-tous-precaires-et-exclus-compris>>.

OSSERVATORIO

en temps de crise et qui aboutissait à l'ordre suivant: pour les livres, pour des recherches concernant le travail (que l'on soit travailleur ou chômeur), pour consulter internet, pour bénéficier d'un lieu calme et silencieux, pour avoir accès à des documents multimédias. Sociabilité et réconfort sont loin d'être premières, l'information est omniprésente, mais plus étonnant surgit ici le travail, quand celui-ci est souvent opposé au temps de loisir ou de culture que représente la bibliothèque. Parmi les services proposés, on voit ainsi se développer les partenariats avec les Maisons de l'Emploi ou avec des associations pour l'insertion professionnelle²⁸ et des espaces dédiés ou des permanences s'installer dans les bibliothèques pour accompagner les personnes souhaitant retrouver une place sur le marché de l'emploi. L'autoformation, qui répond à la volonté ou aux besoins des individus de se remettre à niveau ou de développer de nouvelles compétences, est l'autre service particulièrement en vogue aujourd'hui et Serge Paugam dans une interview explique que pour les personnes en difficultés financières et sociales, «l'espace qu'elles affectionnent est celui de l'autoformation: seules dans des box, face à leur volonté de s'en sortir»²⁹. La volonté de se sortir de la crise pour retrouver une vie que l'on qualifiera de normale: un travail, de l'argent pour consommer, une sociabilité... En d'autres termes, la bibliothèque développe des services qui répondent à une crise espérée comme ponctuelle, avec une perspective d'un avenir qui se dessine comme un retour à une normale. En même temps que la bibliothèque développe la possibilité pour les individus de questionner le monde, elle propose des services qui permettent aux individus de se mouler dans le monde. Cette apparente contradiction est tout à fait révélatrice de l'ambivalence de la bibliothèque aujourd'hui et de son écartèlement entre sa mission originelle, politique, émancipatrice et les besoins quotidiens de son public, entre une vocation à la démocratie et une réalité pratique des institutions publiques³⁰.

On prendra pour autre preuve de cette ambivalence ce que laisse entendre la fin de la citation du *Monde* «le seul critère est de faire la queue»³¹, qui rappelle que la bibliothèque avant toute chose est un espace public, au sens où pour reprendre les mots de Merklen et Murard «Elle est souvent l'unique espace ouvert (en principe) à tous, gratuit, offrant un accès (en principe) direct, sans médiation obligatoire, sans la nécessité de montrer 'patte blanche'»³². Parce qu'elle est un lieu pour tous, elle ne

28 D'autres partenariats sont possibles. Voir Yoann Bourion, *Les bibliothèques, un atout pour les politiques publiques d'insertion professionnelle?* [mémoire d'étude]. Villeurbanne Cedex: Enssib, 2011.

29 Julie Clarini; Serge Paugam, *À la bibliothèque des érudits qui vivent d'un revenu minimum* cit.

30 Cette réalité pratique est aussi liée au fait que la bibliothèque elle-même est en crise et cherche à légitimer son action et à faire reconnaître sa valeur. Svanhild Aabo rappelle que cette valeur peut se définir en termes de: «rôle social des bibliothèques; développement de la confiance dans les individus et les communautés et diminution de l'isolement social; contribution à construire la communauté et sentiment d'appartenance à la communauté; fourniture d'un espace public; rôle éducatif des bibliothèques; rôle économique; lecture et alphabétisation; informations sur la santé; et d'équité dans la fourniture de services». Svanhild Aabo; Ragnar Audunson, *Rational choice and valuation of public libraries: can economic models for evaluating non-market goods be applied to public libraries?*, «Journal of librarianship and information science», 34 (2002), n. 1, p. 5-15.

31 Mathilde Gérard, *Bibliothèque pour tous, précaires et exclus* compris cit.

32 Denis Merklen; Numa Murard, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques? Violences sociales et culture de l'écrit*, «La vie des idées», 7 janvier 2008, <<http://www.laviedesidees.fr/Pourquoi-brule-t-on-des.html>>, p. 3.

stigmatisé pas³³, comme peuvent l'être les autres institutions de l'Etat qui portent le nom de la peine de ceux qui les fréquentent: Maison de l'Emploi, Services Sociaux... Parce qu'elle est un espace public. En d'autres termes, la bibliothèque propose des services qui répondent à la fois à une injonction de la société de trouver sa place économique et financière, tout en étant un lieu où chacun construit cette intégration selon un agenda qui lui est laissé entièrement libre³⁴.

Ce même tiraillement entre une volonté d'insérer la bibliothèque dans les actions de l'Etat et celle de mobiliser le public sur une tâche plus idéaliste, se retrouve aussi dans les réponses que les bibliothèques françaises cherchent à apporter aux crises de la sociabilité. En tant que lieu public, la bibliothèque est bien sûr un lieu de sociabilité, où se rencontrent des publics variés³⁵, où la proximité avec l'autre brise la spirale de la solitude³⁶. Mais cela n'est suffisant et la bibliothèque se veut aussi un lieu culturel où chacun peut construire sa sociabilité. De là, le développement de concepts comme celui de la bibliothèque troisième lieu³⁷, qui a un impact phénoménal en France. Les bibliothèques françaises entendent par-là l'idée que la bibliothèque est un lieu où les individus construisent à la fois leur propre être et leur rapport au monde, dans une optique différente des autres lieux de sociabilité que sont la famille et le travail. Il s'agit donc de s'épanouir et de s'épanouir dans la rencontre avec l'autre. Ces bibliothèques développent des espaces de rencontres, de débats, proposent des activités de groupe pour un usage de la bibliothèque qui ne soit pas solitaire. Dans l'idée, on ne peut que soutenir un projet qui vise à remettre de la communauté dans une société en manque de liens, mais ne nous leurrions pas, il y a dans la bibliothèque troisième lieu l'idée que l'individu est au cœur de la communauté. Or comme le dit Etienne Tassin en parlant d'Hannah Arendt, «une société 'politique' est une communauté d'acteurs, de citoyens agissant et non la simple agrégation d'individus vivants côté à côté ou partageant un bien supposé commun»³⁸. Ce concept, malgré ses limites, reste cependant intéressant en ce qu'il positionne la bibliothèque comme un lieu où l'individu se construit et donc s'émancipe des réseaux sociaux auxquels il est habitué, brise les habitudes, reconstruit des proximités. Là encore, on retrouve un tiraillement entre un rôle institutionnel de construire une culture commune et un rôle plus émancipateur de proposer de nouvelles voies pour chacun d'entre nous.

C'est ce tiraillement entre l'institution et l'émancipation, entre la crise ponctuelle et la mutation que nous allons étudier dans la partie suivante au travers de la participation.

33 Cette notion de stigmatisation est rappelée notamment par Serge Paugam et par Thierry Fouillet: Thierry Fouillet, *En temps de crise, quels usages des bibliothèques et quelles attentes des citoyens?* Villeurbanne Cedex: Enssib, 2013, <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/ecouter/64544-en-temps-de-crise-quels-usages-des-bibliotheques-et-queelles-attentes-des-citoyens>>.

34 Ce qui n'est pas le cas des Maisons de l'Emploi que l'on fréquente comme demandeurs en attente d'une réponse dont le calendrier est fixé par l'institution.

35 Thierry Fouillet, *En temps de crise, quels usages des bibliothèques et quelles attentes des citoyens?* cit.

36 Sur ce point on verra la très belle vidéo du val d'Essonne où l'on voit cette dame dire venir à la bibliothèque pour voir les gens, sans nécessairement leur parler, mais pour au moins ne pas être seule.

37 Voir l'ouvrage de référence: Mathilde Servet, *Les bibliothèques troisième lieu* [mémoire d'étude]. Villeurbanne Cedex: Enssib, 2009.

3 Étienne Tassin, *Un monde commun: pour une cosmo-politique des conflits*. Paris: Seuil, 2003.

Partie 3

Si les projets participatifs ont été depuis seulement 2 ou 3 ans au cœur des réflexions des bibliothécaires, nous n'avons pas de véritable visibilité de ces projets. L'enquête que nous menons sur la participation dans les bibliothèques de la région Rhône-Alpes, bien qu'elle ne soit pas finie, montre déjà que 50,8% des répondants ont mené un ou des projets participatifs en 2013 dans leur bibliothèque. Parmi ceux-ci, trois bibliothèques le font depuis plus de 15 ans, trois autres depuis 10 ans et toutes les autres, soit 25 autres, entre 2010 et 2013, dont 7 pour la première fois en 2013. Si la participation n'est donc pas quelque chose de tout à fait nouveau en bibliothèque, il est néanmoins évident que ces dernières années voient une diffusion intense de ce type d'action. Pourquoi alors depuis 2010, un tel enthousiasme pour le participatif?

Tout d'abord, la crise de la représentation semble conduire les ministères, les mairies, les départements à trouver des solutions pour retrouver la confiance de leur public. On assiste ainsi à un défilé de propositions participatives parmi lesquelles l'appel à la concertation nationale sur le numérique³⁹ par le ministre de la culture Fleur Pellerin et le budget participatif de Paris⁴⁰. Cet intérêt pour ce qu'on appelle la démocratie participative est aussi visible en province où nombre de mairies ont expérimenté la mise en place de services de démocratie participative, dont le rôle était⁴¹ de développer la démocratie de proximité, la démocratie au niveau local⁴². Il y a donc au niveau national, comme au niveau local, un positionnement des institutions politiques sur la participation, qui doit nécessairement avoir un impact sur les institutions locales, à commencer par les bibliothèques. Ainsi, à Metz et à Bruz, les services de démocratie participative ont demandé à leurs institutions culturelles de mettre en œuvre des projets participatifs: consultations sur la construction d'une nouvelle bibliothèque, comité d'usagers pour repenser les espaces... C'est donc à une injonction des institutions publiques que répond d'abord l'accroissement des actions de participation menées en bibliothèques. Mais pas seulement. La seconde raison est liée au développement des technologies participatives que sont les outils du web 2.0. La généralisation de l'accès à internet, des smartphone, des sites de type forums, blogs et des réseaux sociaux joue un rôle fondamental dans la généralisation de l'idée que l'on peut donner voix à ses idées et opinions⁴³. Les Printemps Arabes, qui ont mis sur la scène le pouvoir de ces outils en termes d'action politique, en ont également montré le pouvoir émancipateur. Nombre de bibliothèques se sont emparées de ces outils pour, en établissant un dialogue avec leur public, lui donner de la voix:

39 Conseil national du numérique, *Ambition numérique: concertation nationale sur le numérique*, <<http://contribuez.cnumerique.fr>>.

40 Mairie de Paris, *Budget participatif 2014: accueil*, <<https://budgetparticipatif.paris.fr/bp>>.

41 On dira était car un certain nombre de ces services sont tombés avec leur mairie lors des dernières élections. Réseau national de démocratie participative, <<http://demospart.fr>>.

42 Il suffit de taper «services de démocratie participative dans les mairies» dans Google pour se rendre compte que de grandes villes comme de petites villes ont choisi de développer ces services. On pourra aller voir aussi le site web du Réseau National de Démocratie participative qui compte parmi ses adhérents nombre de collectivités locales.

43 On pourrait refaire l'histoire de ces outils en se demandant si leur développement est une réponse à une demande d'accroissement de pouvoir et d'audience des citoyens, ou si ce sont les outils qui ont développé ce sentiment d'un manque d'expression démocratique, mais ce n'est pas notre propos.

blogs co-écrits avec les usagers à l'exemple des blogs des bibliothèques de Grenoble ou de celle de Romans sur Isère, notation des documents sur le catalogue comme à la bibliothèque de Saint-Herblain...

Entre projet institutionnel de démocratie participative et nouvelle forme d'expression de la démocratie partagée, la participation confronte ainsi la bibliothèque à son propre tiraillement, et c'est parce qu'elle se retrouve alors à devoir y faire face que la participation lui offre de réelles opportunités de discuter de ses missions, d'accompagner les évolutions de la société et de prendre part aux mutations à l'œuvre. La participation contraint la bibliothèque à faire face à ses propres contradictions⁴⁴ et à la complexité de l'agir politique. Comprendons-nous bien, le conflit, la contradiction n'est pas l'expression d'un désaccord irréconciliable et paralysant, mais l'expression d'un désaccord qui permet d'ébranler les fondements, d'imaginer un étant autre que celui auquel nous sommes habitués, et permet à chacun de regarder son quotidien avec l'étonnement de celui qui le voit pour la première fois. La bibliothèque, seul véritable espace public, est le lieu idéal de réalisation de cet étonnement fondateur de l'agir politique en ce que pour reprendre Tassin, «l'espace public est ce lieu où l'usage critique de la raison parvient, grâce à des procédures argumentatives rationnelles, à convertir la violence des passions en opinions divergentes mais raisonnables capables de coopérer dans une politique délibérative»⁴⁵.

Ainsi, dans le projet BiblioRemix, les bibliothécaires sont amenés à revoir leur image de leur métier, que les usagers leur usage du lieu. D'autres projets comme celui de la médiathèque de Lezoux ont permis d'interroger aussi bien les conceptions des élus, des agents des services municipaux, des bibliothécaires, des bénévoles, des usagers comme des non usagers et de proposer des services pensés en commun. Il s'agit ici et par ces projets de repenser la bibliothèque comme un espace d'expérimentation⁴⁶ qui met en évidence les besoins de la communauté et qui dans le même travail à la redéfinition de la bibliothèque elle-même. Ces projets redéfinissent l'engagement citoyen. Il ne s'agit plus de voter pour être engagé, mais de participer à l'expérimentation continue de notre société, d'être un agent de la mutation jour après jour. Certes on pourra critiquer l'idée que cela réduit à la démocratie à n'être plus que locale, mais on peut aussi considérer ces actions comme les prémisses de l'apprentissage de l'action collective. Car si la crise politique est celle d'une indifférence des individus, elle ne se résoudra pas en développant l'implication des individus individuellement, mais en donnant une place primordiale au collectif. Les projets participatifs ouvrent de nouvelles possibilités notamment pour les bibliothèques qui peuvent à la fois jouer leur rôle d'émancipatrices tout en renouvelant ce que peuvent être des institutions culturelles, non plus les lieux de mise en œuvre

44 En d'autres termes, non seulement elle permet de mettre en évidence le conflit inhérent à toute entreprise, mais elle le permet par l'expression des différends et des désaccords. Ici nous suivons plutôt John Dewey que Jürgen Habermas pour qui la participation vise un consensus ce qui, selon nous, ne peut que retendre la société vers une illusion de simplicité du vivre ensemble peu propice au travail de mutation qui est à mener pour dépasser la crise. Au contraire, pour Dewey, l'acte politique est toujours une interaction qui modifie chaque participant et c'est l'expression des différences qui peut mener à ce que l'on ré-expérimente sans cesse dans la société.

45 Étienne Tassin, *Un monde commun: pour une cosmo-politique des conflits* cit., p. 28.

46 On retrouve ce même élan vers l'expérimentation dans les *fablabs*, de plus en plus nombreux dans nos bibliothèques.

OSSERVATORIO

des politiques culturelles publiques, mais le lieu de leur expérimentation. Et en effet, «la leçon de l'expérimentation est aussi que la liberté comme fin suppose la liberté comme moyen»⁴⁷. Ces projets participatifs sont aussi remarquables en ce qu'ils mobilisent le public non plus sur leur capacité à choisir entre deux ou trois propositions faites par des experts, mais dans leur capacité à créer des propositions en s'appuyant sur leurs propres savoirs. La médiathèque de la Croix Rousse, au sein du réseau des bibliothèques de Lyon, a ainsi réuni un comité de volontaires, usagers et non usagers, pour penser et construire la toute nouvelle collection musicale de la bibliothèque. Dans ce projet, les volontaires ont mobilisé des savoirs qui leur sont personnels: l'un est un fan d'opéra, l'autre pratique de la musique... pour proposer une sélection de documents multimédias alors même qu'habituellement ce sont les bibliothécaires qui ont pour charge l'expertise de la construction de la collection. Ces projets d'une part valorisent les savoirs des individus parce qu'ils servent le projet collectif et d'autre part mettent sur un même niveau les bibliothécaires, membres de l'institution publique, et les usagers, habitants, en ce que chacun est expert de quelque chose qui est utile à tous. Cette égalité⁴⁸ est tout aussi fondamentale que la liberté dont nous parlions précédemment.

Enfin les projets participatifs menés en France permettent de prolonger le débat évoqué plus haut sur la sociabilité. Dans la participation et notamment dans des projets tels que ceux menés à Vitrolles (participation du public à la création du 1% artistique de la future bibliothèque à travers la constitution d'archives vivantes), à Romans sur Isère (participation d'habitantes à des ateliers-dégustation de cuisine, où les habitantes font la cuisine, écrivent leurs recettes, les diffusent sur un blog), ou encore à Lezoux (participation des habitants à la constitution d'étagères de savoirs pratiques par l'enregistrement de leurs propres pratiques de type jardinage) la bibliothèque propose au public de compléter les collections en partageant leur culture, leur histoire. Non seulement ces projets sont intéressants en ce qu'ils font appel à la notion d'inclusion⁴⁹. La bibliothèque ici n'est pas une institution qui donne le LA de ce qu'est la culture française, mais est une institution où la culture se voit à l'œuvre en tant que chose vivante; elle fait renouer les individus avec l'idée que l'institution doit soutenir la culture et l'histoire comme des processus vivants en évolution, et non comme des choses figées, déjà déterminées dans un passé auquel nous n'avons pas pris part. Les projets participatifs permettent aux habitants de prendre part et de faire partie de. Dans ces conditions, nous pouvons dire que ces projets offrent des réponses d'une part à la crise vue comme mutation qui interroge la dimension sociale de nos sociétés et d'autre part à la crise vue comme rupture qui met en évidence la solitude et le manque de solidarité contemporain. En d'autres termes, dans ces projets, la bibliothèque ne favorise

⁴⁷ John Dewey, *Comunità e potere* cit., p. 46.

⁴⁸ L'égalité entre les bibliothécaires et les usagers n'est pas tant une évidence que cela le paraît. Anna Galluzzi présentait dernièrement dans le BBF un débat au sein de l'association italienne sur la bibliaristocratie: Anna Galluzzi, *Les bibliothécaires italiens s'interrogent sur le rôle des bibliothèques et des bibliothécaires*, «Text», 1 janvier 2012, <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2012-04-0067-001>>.

⁴⁹ Sur ce thème, sont à noter une conférence de la BPI et un travail professionnel sur la bibliothèque dans la cité, une journée d'étude organisée par Légothèque et Accessibib, deux commissions de l'ABF qui visent l'une comme l'autre à positionner la bibliothèque et les bibliothécaires comme des agents actifs de la lutte contre les stéréotypes (de genre et de culture pour l'une, de handicap pour l'autre), un mémoire sur les bibliothèques vivantes en 2014.

pas la sociabilité mais la communauté, pas un vivre avec mais un vivre ensemble. La bibliothèque participative permet ainsi à chacun de passer de la ‘Grande Société’ à la ‘Grande Communauté’, pour reprendre les mots de Dewey⁵⁰, une communauté qui se construit dans l’agir civique et non dans l’être communautaire⁵¹.

Conclusion

Pour conclure cet article, nous dirons rapidement que face à la crise, la bibliothèque a une multitude de réponses à apporter: ouvrir toujours plus l’accès à l’information, développer de nouveaux services d’accompagnement des individus pour les aider à affronter la crise et enfin proposer des actions collectives, participatives qui permettent non seulement de surmonter la crise, mais de la dépasser en changeant la société. Certains diraient qu’en ce sens, le bibliothécaire est une sorte d’agent subversif, au sens où il met en œuvre un espace dans lequel on peut expérimenter une société qui n’est pas celle dans laquelle nous vivons aujourd’hui et c’est en cela que la bibliothèque atteint sa véritable vocation d’institution au service de l’émancipation, car «être et agir ne font qu’un. Et la liberté toute entière est suspendue à l’agir ensemble. Dès que l’action cesse, la liberté disparaît; qu’elle renaisse, et la liberté reparait»⁵².

Ai fini della citazione, utilizzare esclusivamente il testo in lingua italiana, che presenta il DOI, la paginazione, l'abstract e gli altri dati ufficiali.

When citing, please always refer to the Italian translation only, complete with DOI, page numbers, abstract and other data.

[Raphaëlle Bats, *Biblioteche, crisi e partecipazione*.

AIB studi, vol. 55 n. 1 (gennaio/aprile 2015), p. 59-70. DOI 10.2426/aibstudi-11003]

⁵⁰ John Dewey, *Comunità e potere* cit.

⁵¹ Étienne Tassin, *Un monde commun: pour une cosmo-politique des conflits* cit.

⁵² *Ivi*, p. 52.